Interview de Lulio Magri, secrétaire général PdUPC (Parti d'Unité Prolétarienne pour le Communisme)

Sur la stratégie révolutionnaire en Italie

En Italie, nous avons connu une vague de luttes ouvrières, étudiantes et des couches moyennes, qui, à la différence de ce qui s'est passé dans les autres pays d'Europe occidentale, n'a pas reflué après 1968, mais au contraire, s'est maintenue au même niveau, jusqu'à aujourd'hui.

Cette vague de lutte a engendré des structures organisationnelles permanentes — conseils d'usines, comités de locataires, de chômeurs, de soldats, de sous-officiers, comités pour l' « auto-réduction », contre la vie chère, mouvements de magistrats, de médecins, de journalistes, de policiers, etc., avançant des objectifs de lutte à contenu anti-capitaliste très précis et très avancé.

Ce mouvement anti-capitaliste de masse, s'est développé sans faiblir pendant des années et des années, a déstabilisé l'ensemble de l'économie de la société et de l'Etat.

La chose la plus intéressante, c'est que cette vague de lutte, encore une fois contrairement à ce qui s'est passé ailleurs en Europe, a été capable de durer aussi au milieu de la crise économique et politique.

Nous n'avons pas assisté à un revirement conservateur des classes moyennes, mais au contraire à l'érosion progressive de la base sociale du régime démo-chrétien, érosion sanctionnée par les défaites électorales au référendum sur le divorce en 1974, et aux élections régionales de juin 1975.

Cet essor du mouvement de masse a été exploité par les orga-

nisations réformistes traditionnelles du mouvement ouvrier. Mais ces organisations sont traditionnelles dans un sens, là aussi, différent des autres pays capitalistes. Car le mouvement ouvrier réformiste, dominé par le PCI, n'est pas seulement plus fort, en Italie, que partout ailleurs en Europe du Sud. Il se caractérise aussi par la spécificité de son rapport au mouvement de masse. Dans ses rapports aux masses, le PCI a toujours été infiniment plus souple, plus subtil que ses partis-frères européens. Au cours des dix dernières années, il a manifesté une extraordinaire capacité d'adaptation aux aspirations des secteurs avancés des masses, dans la perspective, bien sûr, de la récupération du mouvement. Lorsqu'il y a contradiction entre la ligne du PCI et l'orientation voulue par tel ou tel secteur de la base, la direction du PCI évite l'affrontement frontal. Elle ne dit pas aux travailleurs, aux étudiants, « vous êtes manipulés par des provocateurs, nous avons raison ». Elle dit, « nous avons raison, mais puisque vous êtes la majorité, nous faisons comme vous décidez : l'expérience nous départagera ». C'est au nom de cette pratique que le PCI a accepté de reconnaître les Conseils de délégués d'usine, élus par tous les travailleurs et responsables devant eux, comme la structure de base de l'organisation syndicale dans l'entreprise, en 1969... etc.

En Italie plus que partout ailleurs, donc, s'est nouée une dialectique constante entre la poussée du mouvement anti-capitaliste des masses et les organisations traditionnelles.

On a eu aussi la formation d'une nouvelle gauche, beaucoup plus implantée dans la classe ouvrière qu'elle ne l'est dans les autres pays, et aussi, beaucoup plus capable d'influer sur les organisations réformistes, comme sur le cadre politique d'ensemble.

En conclusion : le long processus de croissance des luttes de masse anti-capitalistes aboutit à une rupture de tous les équilibres, économiques, politiques, idéologiques du système. Désormais se pose de façon cruciale, la question du pouvoir. Non pas la conquête de contre-pouvoir diffus dans la société, mais du pouvoir central, du pouvoir d'Etat. Le mouvement de masse butte désormais à tout moment sur le problème du pouvoir d'Etat. Il ne peut se maintenir et se développer, dans cette phase de crise économique aiguë, que s'il parvient à contrôler les décisions de l'Etat.

Nous nous trouvons donc dans cette situation difficile et dangereuse, où est posée, dans toute son ampleur, la question du pouvoir, alors que ce sont les réformistes, et non les révolutionnaires, qui exercent leur hégémonie sur les masses.

Situation qui évoque celle des Fronts Populaires : la crise du système et la poussée des masses conduisent les forces réformistes au gouvernement... Dans d'autres lieux, en d'autres temps, de telles situations ont pu déboucher sur une stabilisation social-démocrate. C'est le cas encore aujourd'hui de l'Europe du Nord

et de l'Angleterre. Mais ce ne saurait être le cas en Italie. Car l'arrivée des réformistes au gouvernement s'effectue au plus fort d'une crise économique, politique et idéologique de la société italienne. C'est pourquoi je faisais l'analogie avec les Fronts Populaires, ou plus récemment, le Chili : des gouvernements réformistes accèdent au gouvernement dans une situation de crise très aiguë de la société, sans avoir créé à l'avance les forces, le programme, l'unité, la mobilisation de masse suffisants pour repousser la contre-offensive de la bourgeoisie, du capital international, etc. Pour la classe ouvrière, c'est à la fois une chance historique, et en même temps, un grand danger. Car c'est dans ce type de situation qu'on risque les plus graves défaites.

■ Chasser de sa tête le « *modèle bolchévick* »

La gauche révolutionnaire affronte cette situation avec en tête le modèle bolchévik de prise de pouvoir de février-octobre 1917. La crise permettra une polarisation très rapide des classes, la conquête des larges masses au programme révolutionnaire, et finalement l'épreuve de force insurrectionnelle avec l'Etat bourgeois.

Dans cette perspective, le gouvernement de gauche devient l'équivalent du gouvernement Kerensky : un cheval de Troie dans le pouvoir bourgeois, qui permet de désorganiser l'Etat, d'organiser les masses, et de démasquer les directions réformistes.

A mon avis, cette perspective est absolument simpliste et conduit à la défaite. Pourquoi ?

L'expérience historique a déjà démontré plusieurs fois, qu'en Occident, cette dynamique ne fonctionne pas. Et si en 1919 on pouvait s'en tirer en arguant de l'absence de parti révolutionnaire, en 1923 ou en 1930, on ne pouvait déjà plus s'en sortir comme ça. Le fait est qu'en Europe occidentale et dans les pays capitalistes développés, d'une part, la stratification sociale est telle, que la crise n'unifie pas les masses, mais spontanément, les divise. D'autre part, les partis réformistes sont autrement mieux enracinés dans les masses que le parti menchévik... S'ils n'évoluent pas vers la gauche, sous la pression des masses et l'action des révolutionnaires, ils deviennent des instruments efficaces du rétablissement de l'ordre bourgeois.

Mais à ces enseignements de l'expérience historique, on doit aujourd'hui ajouter deux raisons supplémentaires, qui invalident le schéma bolchévik de conquête du pouvoir :

Le premier, c'est le conditionnement du cadre international. L'Italie est le point le plus avancé d'une crise générale, qui affecte toute l'Europe capitaliste. Mais les rythmes et les formes que prend le développement de la crise dans les autres pays ne sont pas les mêmes qu'en Italie. Dans les autres pays européens, tant la base économique et politique, que l'ampleur du mouvement de

masse, sont moins développés que chez nous.

Par ailleurs, il n'y a aucun soutien à attendre de la part d'un grand pays socialiste — ni l'URSS, ni la Chine — a une rupture anti-capitaliste en Europe.

Une telle rupture est possible : mais, d'une part, à condition qu'existe à l'intérieur, un consensus populaire permettant de résister un certain temps à l'isolement économique et politique, sans être détruit comme le Chili et le Portugal. D'autre part, si les caractéristiques économiques et politiques de la rupture révolutionnaire en Italie sont telles, qu'elles puissent influer sur la tradition des forces ouvrières des autres pays européens dans lesquels la poussée révolutionnaire est plus faible.

La seconde raison dont on doit tenir compte, c'est l'emprise des organisations réformistes dans le pays, qui ne s'est pas seulement maintenue, mais qui s'est encore renforcée, parallèlement à la montée du mouvement des masses.

Contrairement aux partis et aux syndicats réformistes russes de 1917, le PCI et les syndicats italiens ne sont pas des organisations surimposées sur le mouvement de masse. Les organisations réformistes ont des racines très profondes dans la conscience, dans l'organisation, dans la confiance des masses. On ne peut pas penser, que rapidement, au cours de la crise, elles seront balayées.

Ça veut dire que, si dans la crise, on ne parvient pas à faire émerger une nouvelle direction révolutionnaire, mais dans le tissu unitaire de la gauche, sans déchirer ce tissu, les conditions seront réunies pour une contre-offensive victorieuse de la réaction.

Alors ? Le problème semble insoluble.

Il est vrai que, tant les conditions internationales que les conditions organisationnelles, après 40 ans de stalinisme, constituent sur la voie de la conquête du pouvoir en Occident, des obstacles énormes.

Quelle est, toutefois, notre réponse ?

■ Construire l'hégémonie de la classe ouvrière.

En deux mots, nous pensons qu'au cours d'une phase prolongée de crise politique et sociale, les révolutionnaires, s'appuyant sur un gouvernement d'unité conflictuelle avec les réformistes et sur le développement du mouvement des masses, peuvent créer, dans le cours même de la crise un bloc social capable de représenter une alternative politique.

Pour nous, cette phase de crise prolongée, que nous appellons « transition à la transition », pour ne pas déboucher sur une défaite a besoin de trois conditions :

La première, c'est le développement du mouvement des masses. Au sein des entreprises, bien sûr, sur des objectifs anti-capita-

listes dans la perspective du contrôle ouvrier, et dans le cadre organisationnel des Conseils d'usine... Mais aussi et surtout, développement de ce mouvement de masse hors des entreprises, sur des terrains permettant la mobilisation d'autres secteurs du prolétariat et de la petite-bourgeoisie. Mouvement pour l'auto-réduction des tarifs du gaz, de l'électricité, des transports, du téléphone, des impôts, des loyers..., mouvement d'occupation des logements vides ; mouvement des chômeurs ; comités contre la vie chère...

Et aussi mouvements de lutte sur le terrain des superstructures : famille, école, justice, information, loisirs, armée, etc.

Tout cela, ça existe déjà en Italie aujourd'hui dans une certaine mesure. Mais dans une phase de crise, il faut aussi que ce mouvement sache investir les différentes articulations du pouvoir étatique. Il faut qu'il sache, par la lutte sur des objectifs concrets, imposer des contenus positifs aux pouvoirs publics et établir son contrôle organisé sur ces pouvoirs pour la réalisation de ces contenus. Il faut notamment que s'instaure le contrôle des masses organisées sur le plan des investissements, sur les décisions publiques, sur la gestion de certains services collectifs, etc. Il faut que le mouvement de masse postule en première personne à l'exercice du pouvoir, sans déléguer au gouvernement le soin de réaliser les réformes, lui-même se bornant à revendiquer ou à manifester son approbation.

Le problème fondamental, c'est que s'ouvre une phase de prise de pouvoir dans la société et dans les articulations concrètes de l'Etat capitaliste ; que s'affirme une hégémonie des masses dans le développement de leurs conseils et de leur pouvoir concret.

Prenons un exemple sur le terrain de la superstructure.

A notre avis, le développement d'un nouveau type de mouvement étudiant est essentiel. L'ancien a réussi, dans sa phase de contestation, à détruire l'école bourgeoise. Mais, comme Napoléon en Russie, il a été pris dans la destruction du milieu dans lequel il se battait. Le problème aujourd'hui est de reconstruire le mouvement étudiant, dans le cadre de Conseils étudiants réalisant l'unité étudiants-ouvriers, pour se poser en positif le problème d'une formation sous hégémonie ouvrière. Le mouvement ouvrier italien a conquis le droit pour les travailleurs à 150 heures annuelles de formation générale dans le cadre de l'Université. Il s'efforce aujourd'hui d'élargir cette conquête. L'accession des travailleurs à l'Université pose en termes totalement différents les problèmes du contenu et des méthodes d'enseignement. Parce que les ouvriers à l'école, veulent apprendre autre chose et autrement.

Ce n'est qu'un exemple, mais il s'agit bien d'une lutte dans la superstructure qui dépasse le niveau de la simple contestation pour chercher à affirmer positivement l'hégémonie de la classe ouvrière.

Cette nouvelle forme de mouvement est possible aujourd'hui en Italie, et pas ailleurs, en raison de l'acquis des luttes de classes dans ce pays. Le problème de l'instauration d'un gouvernement de gauche se pose dans une situation de développement déjà très avancé du mouvement des masses. Cette situation exclut l'analogie entre un gouvernement de gauche en Italie et un gouvernement de gauche en France...

■ Un programme de transition.

La deuxième condition de l'ouverture d'une phase de transition au socialisme, c'est l'élaboration d'un programme, qui ne soit pas simplement un programme de gouvernement, mais un programme d'issue socialiste à la crise. Chaque révolution a eu besoin, non seulement d'une plate-forme de lutte, mais d'un programme général, à commencer par la révolution bolchevique. Aujourd'hui la fonction d'un tel programme est encore plus importante, parce qu'il faut organiser une société complexe et déterminer la base d'alliance avec les différentes classes sociales dont l'appui est nécessaire au développement du socialisme.

L'axe d'un tel programme aujourd'hui est la lutte pour le plein-emploi de la force de travail et pour le développement de la consommation collective. Il s'agit de donner du travail à tous, pour des objectifs socialement utiles, quel que soit le niveau initial de productivité, au lieu d'évincer des millions de travailleurs de la production, quitte à les secourir ou à les refouler dans des formes de production pré-capitalistes.

Evidemment, un tel objectif est incompatible avec le maintien du système capitaliste. Sa réalisation implique la maîtrise de l'investissement par les travailleurs organisés, la substitution de leur logique, égalitaire et collectiviste à la logique du profit. Sur ces points essentiels, je ne peux rentrer dans le détail ici et je vous renvoie au chapitre II des thèses adoptées par le Congrès du PDUPC

■ La restructuration de la gauche.

La troisième condition de la prise du pouvoir, c'est ce que nous appellons la restructuration de la gauche. Par là, nous n'entendons pas seulement la croissance du courant révolutionnaire au sein de la gauche, mais la capacité de ce courant révolutionnaire de modifier en même temps qu'il se développe tout le cadre politique et institutionnel de la gauche.

Qu'est-ce que je veux dire par là ?

Tout d'abord, il s'agit d'impulser une modification de la structure même du pouvoir politique, de modifier les rapports entre orga-

nisations et masses. Pour cela, il faut stimuler sur tous les terrains l'organisation autonome des masses. Les Conseils ouvriers, qui en Italie sont déjà des organisations assez importantes dans les usines, et qu'il s'agit de développer dans les localités, les quartiers, les écoles — où nous sommes en train de construire des Conseils étudiants, avec l'accord de toutes les forces politiques de gauche organisées dans la jeunesse scolaire. Mais aussi les comités de chômeurs, des comités de locataires, des comités contre la vie chère, des comités de soldats, etc.

Ainsi s'instaure un nouveau rapport entre masses et forces politiques, médié par un développement d'organisations nationales permanentes autonomes.

Mais ce développement des Conseils n'est possible, à grande échelle, comme l'expérience portugaise vient encore de le démontrer, que si les forces politiques de gauche en respectent le cadre.

D'où, le second aspect de la restructuration de la gauche : la modification de l'ensemble de son cadre politique.

Avant tout, je pense à la rupture de la Démocratie Chrétienne. Aujourd'hui la crise permet d'envisager sérieusement la rupture de ce parti inter-classiste, qui évoque un peu votre parti gaulliste, mais qui dispose d'une base populaire beaucoup plus organisée et d'un tradition, aussi, beaucoup plus démocratique. Le développement de nouvelles formes de contestation catholique, syndicale et religieuse, permet que cette rupture de la DC se solde par la conquête des couches prolétariennes du monde catholique à la cause de la gauche révolutionnaire. Ça dépend de la capacité de la gauche révolutionnaire de se poser face à la radicalisation catholique, non pas seulement en force tolérante, mais en force capable de répondre aux questions politiques et idéologiques que pose la tradition catholique, et auxquelles le marxisme n'a jusqu'ici qu'insuffisamment répondu. Je pense, par exemple, aux problèmes de l'exercice du pouvoir, aux problèmes de la vie morale, aux problèmes de l'école, de la famille, Si on ne répond pas précisément à ces problèmes, c'est-à-dire si on ne dépasse pas une forme très naïve du rationalisme, celui de la deuxième internationale, c'est difficile de briser l'unité politique des catholiques. Alors qu'aujourd'hui, toutes les conditions objectives sont réunies pour cela.

Rupture de la Démocratie Chrétienne veut dire aussi libération des couches sociales intermédiaires, démocratiques et antifascistes qui jusqu'à ce jour se sont senties représentées par la DC. Ça veut dire, à mon avis, que le premier test d'une restructuration de la gauche c'est la formation d'une force démocratique avancée qui peut rappeler votre parti socialiste, mais avec des liens aux masses ouvrières et petites-bourgeoisies plus solides et plus orga-

nisés que ceux du PS français. En Italie, en effet, le PSI et l'aile gauche catholique ont des liens militants avec les masses, et pour nous c'est important de chercher à développer une organisation politique des couches démocratiques qui ne soit pas électoraliste, mais qui dispose aussi d'une implantation dans les masses. Parce que nous pensons que sans une organisation politique de ces couches, le socialisme n'est pas possible : l'idée portugaise d'éliminer tous les partis non révolutionnaires ne conduit qu'au désastre.

■ La recomposition du PCI.

Mais l'élément le plus important de la restructuration de la gauche est la modification et la crise du Parti Communiste. Nous ne croyons pas à un redressement révolutionnaire du PCI. Mais nous pensons qu'il est possible, avec la lutte de masse et la lutte idéologique, d'imposer une modification du comportement pratique des militants du PCI, et de susciter un nouveau débat au sein des masses communistes. Ça, à notre avis, c'est possible, parce que le PCI, dans sa tradition et dans sa réalité sociale, n'est pas simplement l'expression d'une vague d'intégration de la classe ouvrière ; il n'est pas simplement le parti de l'aristocratie et de la bureaucratie ouvrière, mais aussi l'expression contradictoire d'un mouvement de masse encore réformiste mais qui cherche à dépasser le cadre réformiste.
D'un point de vue journalistique, le PCI apparaît comme le plus « à droite » des PC d'Europe occidentale, le plus « démocratique », au sens bourgeois du terme, le plus autonome par rapport à Moscou. Et il est vrai qu'avec le PC espagnol, c'est sans doute celui qui accepte le plus sincèrement le jeu de la démocratie représentative bourgeoise. Verbalement, il se situe nettement à droite des petits PC d'Europe. Mais en même temps, et c'est ça qui fait sa spécificité, le PCI a noué avec le mouvement de masses des liens qui dépassent dans la pratique la conception de la courroie de transmission.

Lorsque sa ligne politique se heurte aux aspirations d'un réel mouvement de masse, dans tel ou tel secteur, le PCI, on l'a encore vu en 1968-1969, ne cherche pas à imposer brutalement son orientation, n'affronte pas frontalement le mouvement, mais s'adapte et louvoie en vue de reprendre ultérieurement les choses en main, quitte à faire sur le moment de très importantes concessions. Aussi, si au niveau du discours le PCI est à droite de la plupart des PC européens, du point de vue de la pratique de ses militants, il est très à gauche de ces PC.

Son accession au gouvernement, dans les conditions économiques et politiques de l'Italie va porter à un niveau jamais atteint ses contradictions internes. Si, face aux menées de la réaction,

le développement du mouvement autonome des masses dessine la possibilité concrète d'une alternative socialiste, si les révolutionnaires s'avèrent capables de donner à cette alternative une expression politique rigoureuse, intelligible aux masses réformistes, la possibilité existe de gagner ces masses et de contraindre le PCI à changer de stratégie. C'est toujours dans les périodes de montée et de victoire ouvrière que peut s'effectuer la recomposition d'un parti ouvrier. Le parti bolchévik a bien changé de stratégie, en avril 1917, sous l'impulsion de Lénine, traduisant la pression des conditions objectives et la poussée de la base...

Le parti qui évoque le mieux la place et la fonction qu'occupe le PCI dans la société, c'est le parti social-démocrate allemand d'avant 1914. Je crois que le PCI est arrivé au même point que la social-démocratie allemande en août 1914. Entre la gestion loyale du capitalisme et la direction du mouvement de masse vers le socialisme, il devra choisir. Et il ne faut pas oublier, qu'à travers les Socialistes Indépendants, c'est du parti social-démocrate allemand qu'est issu le parti communiste.

■ Construire le Parti révolutionnaire

Ici nous arrivons au centre de tout ce projet. La raison d'être de notre parti est de fournir le moteur de tout ce processus. A notre avis, ce doit être les forces révolutionnaires, sociales et politiques, qui se sont accrues au cours des dernières années. Je ne pense pas seulement aux forces organisées proprement dites, mais aussi aux avant-gardes ouvrières, étudiantes, intellectuelles, féministes, qui restent encore inorganisées. On a en Italie une « aire révolutionnaire » encore confuse et inorganisée, mais qui a une grande influence sur des secteurs plus larges de la société. Le problème pour nous, c'est de faire jouer ces forces, pas comme un parti révolutionnaire déjà constitué, mais comme un catalyseur d'un processus plus large.

A notre avis le problème fondamental aujourd'hui, c'est la construction du parti révolutionnaire, mais une construction elle aussi de type nouveau, dans le sens que le problème ne peut pas se réduire à l'aspect de la scission, c'est-à-dire la naissance du projet révolutionnaire, mais simultanément, il faut utiliser la scission pour la transformation de l'ensemble de la gauche. C'est le problème que déjà Lénine et Gramsci se posaient en 1919-1921 quand ils sentaient que la scission de la social-démocratie était nécessaire mais constituant aussi un affaiblissement général du mouvement.

Le parti communiste et les autres forces de gauche ne changeront jamais leur logique intérieure sous les coups de nos dénonciations. Seule la lutte politique de masse peut faire éclater leurs contradictions. Mais cette lutte politique, pour atteindre ce résultat, doit avoir une qualité nouvelle. Elle doit dépasser l'enfantilisme de 68.

7 ans se sont écoulés depuis et certains continuent, comme on dit chez nous de se vêtir « a la marinara ». Il ne suffit plus de dire l'Etat bourgeois ne se change pas, il doit être détruit. Il faut le détruire et pas le changer. Il faut voir comment concrètement ce type d'Etat peut être conquis et détruit. Parce qu'il ne s'agit plus d'une prise de Palais d'Hiver. L'organisation de l'Etat est très différente de ce qu'elle était en Russie en 1917. Alors il faut se poser les problèmes réels auxquels les réformistes donnent des réponses erronnées : le problème des alliances sociales, le problème du consensus des masses, le problème de l'organisation politique qui permet l'expression de certaines libertés qui ne sont pas bourgeoises, mais qui sont essentielles aussi pour le développement du prolétariat ; il faut se poser le problème du cadre international, etc., c'est-à-dire tous les problèmes que la vague de 68 avait trop facilement écartés.

Tout débat au sein de la gauche révolutionnaire en Italie porte sur ces questions. Ce qui nous sépare d'Avangardia Operaia et de Lotta Continua, et ce qui divise le PDUPC aussi, ce n'est pas la nécessité d'un parti révolutionnaire et la nécessité d'une lutte contre le parti communiste. Là-dessus, nous sommes tout à fait d'accord.

Le problème, c'est : quel type de parti révolutionnaire il faut pour vraiment faire éclater les contradictions du PCI. Suffit-il de revenir aux simplifications des vieilles conceptions révolutionnaires, ou faut-il prendre jusqu'au fond conscience de la nouveauté, de la complexité de la révolution en Occident.

Notre problème n'est pas, comme certains disent, d'osciller entre les révolutionnaires et les réformistes, mais d'être au-delà d'une polarisation jusqu'à présent trop naïve. Il faut faire aujourd'hui ce qu'en son temps a fait Lénine : face à la polarisation simpliste entre la droite réformiste et la gauche anarcho-syndicaliste, Lénine n'a pas adopté une position centrale, intermédiaire, pas plus qu'il ne s'est aligné sur la « gauche ». Il a élaboré une stratégie se situant au-delà de l'un et de l'autre.

Le processus d'unification de la gauche révolutionnaire se développe. Avangardia Operaia va connaître un débat interne très important et pour nous la perspective de l'unification se pose — pas dans l'immédiat — mais à terme, comme perspective réaliste et souhaitable. Lotta Continua vient de connaître après les élections du 15 juin, un nouveau visage sectaire, déterrant les théories du « social-fascisme », des « syndicats-traîtres », etc. Mais cette ligne engendre une crise profonde de l'organisation, surtout chez les ouvriers. Tout indique que LC va prendre un nouveau tournant.

Q. — **Dans ton exposé il n'est pas question du moment de l'affrontement politico-militaire avec la bourgeoisie. Le processus que tu décris a une allure fort pacifique. La violence révolutionnaire des masses semble n'y ajouter aucun rôle...**

Quand les Français me posent cette question, je pique un coup de sang ! En Italie, la lutte violente existe : les grèves, les manifestations font plusieurs dizaines de morts chaque année. Les piquets de grève ne sont pas des rassemblements d'enfants de chœurs, les affrontements avec la police n'ont rien de symbolique. Mais la violence s'est toujours accrue, dans un cadre politique et comme un instrument de la politique et de la lutte des masses, qui a permis à chaque phase à cette violence de devenir un instrument d'élargissement des alliances politiques, de maturation de la conscience des masses et pas un élément d'isolement de l'avant-garde.

Le processus que je t'ai décrit, n'est pas un processus pacifique, encore moins un processus parlementaire, c'est un procesus de de lutte de masse et de lutte en dehors du cadre légal : l'occupation des usines, des immeubles, l'auto-réduction des tarifs, etc., tout cela se situe en dehors de la légalité. Le mouvement des soldats qui manifestent en uniforme viole la légalité. Et c'est dans cette combinaison entre la lutte de masse légale et l'illégalité diffuse au niveau de la conscience des masses, illégalité dans laquelle les masses reconnaissent une nouvelle forme de légalité, que la lutte se développe.

Evidemment, tout ce procesus a pour effet de désorganiser la capacité de répression de l'adversaire : il affecte son idéologie, sa base sociale et aussi son appareil d'Etat. En Italie, on a aujourd'hui un mouvement au sein de la magistrature, un mouvement très avancé au sein de la police, un mouvement dans l'armée qui intéresse non seulement les soldats mais aussi les officiers, les sous-officiers, un mouvement dans la presse...

Maintenant, la précipitation de la crise peut à tout moment entraîner une contre-offensive violente ouverte de l'adversaire (coups d'Etat, etc.).

A mon avis, nous ne sommes pas dans une phase où la préparation de la lutte armée peut être utile et raisonnable. Il faut au contraire développer un mouvement de masse qui ne soit pas pacifique et parlementaire, et ce mouvement de masse, s'il a un fort niveau d'organisation permanente, de cadre, de conseils, de partis, etc., peut à chaque moment se reconvertir en une lutte violente, si l'adversaire prend l'initiative de la contre-offensive armée.

Ce processus a ceci de nouveau, c'est vrai, qu'il ne se pose pas la guerre civile comme pré-condition de la prise du pouvoir, mais au contraire, comme riposte nécessaire à la violence de l'ennemi de classe.

Rome - Février 1976

E. MANDEL